



# Cheminots Région de Limoges

## COMMISSION ECONOMIQUE SPECIALE « SA 2014 »

### ILS S'ORGANISENT POUR DESORGANISER !

#### CE QUE LA CGT A DECLARE :

« Avec un objectif, sur les 5 prochaines années de 25 % d'augmentation des trafics, signé lors de la dernière convention et une baisse à fin juillet de 0,15 %, on est loin des objectifs affichés.

Seule, la régularité se maintient à l'objectif. Le quotidien des usagers et des cheminotes et cheminots du terrain est loin d'être séduisant. Avec 1 100 trains supprimés à fin septembre, voyager en toute sérénité continue d'être difficile sur notre région. Les usagers ont du mal à reprendre confiance pour utiliser nos TER pour se rendre à leurs rendez-vous ou à leur travail, sans parler des gares fermées et des différents ralentissements.

Certes, les causes de ces retards ou suppressions ne sont pas toutes du fait de la SNCF mais quand même ! L'absence de réserve au dépôt où la moindre absence d'ADC entraîne trop souvent des perturbations, alors que des roulants du FRET sont inutilisés, vous continuez à supprimer des circulations, faute d'agents. Ce sont 7 agents qui manquent ; la séparation des activités, que vous semblez vouloir encore accentuer, montre ses méfaits pour les usagers et ses gaspillages pour les contribuables.

Il en va de même au contrôle où 12 postes sont nécessaires pour assurer correctement le service.

Quant à la situation au Matériel, malgré nos alertes depuis plusieurs mois, elle continue à se dégrader, faute de pièces et surtout de personnel. Même si une « entité régionalisée » aurait obtenu 6 embauches à l'EMT, il en manque encore 7 !

Aujourd'hui, ce sont 50 agents qui manquent dans ces services, en y ajoutant et les pôles appuis et l'exploitation.

Quant aux causes dites « externes », un certain nombre dépend directement de l'entreprise.

Ralentissement faute de maintenance ou maintenance reportée faute de personnel, talus plus entretenus, feuilles qui tombent en automne, neige et glace en hiver, chutes d'arbres lors des orages, autant d'éléments qui vous semblent aujourd'hui insurmontables.

Il est bien évident que pour vous, cela n'a rien à voir au fait que vous ayez supprimé des brigades de la voie, et que les restantes sont en sous-effectif.

Pourtant, c'est bien la présence humaine sur le terrain qui permettra de répondre rapidement en cas d'incident, qu'il soit technique ou climatique, tout en permettant de surveiller efficacement nos installations.

Du moment que les usagers aient payé leurs titres de transport, tant pis s'ils n'ont pas le service. Quel mépris !

Mépris aussi pour les cheminots, notamment ceux du contrôle et de l'exploitation, qui gèrent au quotidien vos organisations déficientes. Ce sont eux qui se retrouvent face aux usagers excédés par les retards, changements d'horaires, trains supprimés, guichets fermés, etc.

Et, cerise sur le gâteau, vu que vous n'êtes même pas foutu de prévenir vos propres agents de certaines perturbations, ce sont les usagers, prévenus par vos SMS, qui le font à votre place. De quoi ont l'air les cheminots aux guichets ?

Enfin, que penser de l'expérimentation de la régionalisation qui semble se faire dans les salons feutrés entre initiés, et dont, peu de choses filtrent, à part quelques fiches de poste ?

Au vu de l'empressement de nos dirigeants à mettre en place leur réforme du système ferroviaire, avant même que la représentation nationale n'en ait débattu, et, de ce même empressement à devancer les demandes ultralibérales de la Commission Européenne, les usagers et les cheminots ne peuvent avoir que des inquiétudes. D'autant que les informations sur les 2 lignes transversales ne présagent rien de bon !

Encore une fois, la brillante recette appliquée au FRET revient sur la table : « réduction de la masse salariale et des effectifs du terrain ». En dehors de cela, point de salut !

Tant pis si cela fait, au travers de la sous-traitance, augmenter les coûts. Pas de réinternalisation du microbus à Brive, ni de l'outillage à l'EMT, sans parler des pénalités, du coût des taxis, des bus et des brillantes prestations de l'IP à la voie, y compris celle des filiales de « SNCF », tout cela pour supprimer dogmatiquement des emplois au statut.

Pour ce qui concerne les demandes de modifications d'horaires remontées par la CGT pour cette année, on peut dire que même si nous aurions aimé avoir les horaires un peu plus tôt afin d'affiner un peu plus nos demandes, il semble que la Direction souhaite travailler un peu plus avec les cheminots sur les correspondances et les horaires tout du moins. Faut pas abuser non plus !

La DDTER s'est engagée à transmettre nos demandes auprès des autres régions de correspondance. Aurons-nous des réponses avant fin octobre ?

Autres questions, entre autres, AR Limoges/St Junien ?

Possibilité de prendre le Téo au retour du LIORAN ?

AR Ussel/Limoges dans la journée en semaine ?

Espérons que nos décideurs, qu'ils soient cheminots ou politiques, y mettront tout leur poids ; certaines de ces correspondances pouvant avoir un fort impact sur le CA du TER Limousin !

La DDTER, ayant déjà vu certaines anomalies, elle les a faites remonter mais était toujours en attente de réponses.

Pour les trains Intercités, la situation est sensiblement la même. L'AO ne souhaite pas modifier les horaires sur le POLT (en dehors des Tx).

En ce qui concerne le Bordeaux- Lyon liaison nord, supprimée pour la deuxième année consécutive, malgré nos remarques, il n'y aura que 4 semaines de Tx programmées en 2014 en Limousin et la possibilité de faire les mises à niveau en Auvergne sur des planches Tx de 6h à 14h, la DDTER se retranche derrière le DGITM. Quand on veut tuer son train on le vide !

Quant à la liaison Sud, RFF s'appuie sur « l'étude des experts SNCF INFRA » pour annoncer la suppression de l'exploitation de la ligne entre Laqueuille et Eygurande en juillet 2014, donc plus de liaison Brive-Clermont, ni Intercités, ni TER fer, tout du moins !

A moins que quelqu'un d'autre ne paie bien sûr !

Les liaisons sur tout l'Est de la région vont devenir très très difficiles.

D'autant que sur TER Limousin, c'est déjà difficile de se rendre en Auvergne et nos propositions de rajouter des liaisons entre Brive/Clermont et Limoges/Clermont ont toutes été rejetées, car elles auraient un coût.

En gros, les modifications entraînent des coûts supplémentaires... Pas question quel que soit le potentiel !

Celles qui n'engendrent que des modifications d'horaires ou de services n'entraînant pas de coûts, peut-être ?!

Aurons-nous là encore des réponses ?

Il est à noter qu'à la demande de l'AO, la DDTER sort des comptes par section sur certaines lignes et à part la ligne Limoges/Brive via St Yrieix, figurez-vous que, là aussi, ce sont les lignes sur l'Est de la région, qu'elles soient en Creuse ou bien en Haute Corrèze, qui sont découpées... le hasard sans doute ?

Quant aux fermetures de gares sur la Haute Corrèze, nous avons en notre possession un courrier de M. DENANOT demandant le maintien de l'ouverture de la gare de Bugeat, car la SNCF ne l'a pas consulté sur le sujet. Dans un autre courrier, M. CHARLOT affirme que la SNCF a consulté le Conseil Régional... qui est le menteur ?

Sur les propositions faites par la Commission Economique sur les arrêts Malemort ou dessertes supplémentaires Pass Océan Sud, elles ne semblent pas intéresser beaucoup la direction alors que la SNCF se doit d'être force de propositions, la DDTER ne nous a présenté aucun projet !

Sur la campagne de communication, nous avons regretté que les tarifs ne soient pas mis en avant alors que c'est l'une de nos forces !

Pour la Direction, que ce soient les fiches horaires erronées ou pour la communication pas satisfaisante ou trop tardive, c'est de la responsabilité de la région . Et cette situation ne semble pas trop peiner notre DDTER. On voudrait nous faire croire que la guéguerre est ouverte entre les services de la région et la SNCF. Mais, au final, que ce soit dans notre entreprise ou à la région, l'organisation de la désorganisation semble bien orchestrée.

Avec 71 % des français opposés à la casse de la SNCF, il fallait bien que vous trouviez des solutions pour leur faire accepter la privatisation que vous souhaitez, discréditer l'entreprise auprès de l'opinion publique est votre stratégie tant pis pour les usagers et les cheminot(e)s !

Le découpage de la région SNCF, aux frontières de la région administrative, augure les DSP et l'éclatement de la SNCF, appelés de tous leurs vœux par les libéraux quels que soient leurs masques ; la mise en place sans bruit de l'Établissement Régional ayant pour but la vente du TER Limousin à vos amis de la finance !

Comme pour le FRET, on s'oriente vers la désertification de certains territoires pour ne garder que les lignes les plus « rentables » financièrement. Pourtant, les citoyens y sont soumis aux mêmes taux d'imposition que les autres. Comme pour la santé, par exemple, les populations n'ont plus l'égalité des droits devant certains services.

Plutôt que de chercher, ensemble, avec toutes les AOT, à augmenter les offres aux horaires correspondant aux besoins des populations, des correspondances extra ou intra régionales, un transport multimodal de bout en bout, pour développer les recettes, vos seules propositions sont la réduction de la masse salariale et la diminution d'emplois au moins sur le terrain.

Sans l'intervention massive des cheminot(e)s et des populations, ces messieurs n'hésiteront pas à brader aux appétits financiers de leurs amis tout le savoir-faire de la SNCF. »

Depuis le 17 octobre (date de la Commission Economique), le Directeur Délégué TER n'a pas donné de suite aux propositions formulées par la CGT pour assurer un Service Annuel 2014, conforme aux attentes des usagers et cheminots...

**Exigeons qu'ils revoient leur copie !**

**Avec la réforme sur le ferroviaire proposée en cœur par Pépy et Cuvillier, le Gouvernement et la Direction de l'entreprise s'organisent, ensemble, pour amplifier la désorganisation que vous vivez au quotidien, casser le Service Public SNCF et les conditions sociales de tous les salariés du rail. Ça suffit !**

**Ouvrons, ensemble, la voie du Service Public !**

**Mobilisons-nous en grève dans le cadre de l'action, unitaire, tous services, le 12 décembre 2013.**

*Limoges, le 18 novembre 2013*